



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE REGION ILE  
DE FRANCE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°IDF-012-2021-03

PUBLIÉ LE 4 MARS 2021

# Sommaire

## **Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi**

IDF-2021-03-03-002 - Décision n° 2021-115 du 3 mars 2021 portant subdélégation de signature de la responsable du Pôle Politique du travail de la DIRECCTE d'Ile de France (4 pages)

Page 3

## **Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile de France**

IDF-2021-03-04-002 - Arrêté portant subdélégation de signature de Monsieur Benjamin BEAUSSANT directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire (4 pages)

Page 8

## **Rectorat de l'académie de Paris**

IDF-2021-02-22-026 - Arrêté n° 2021-108-RA relatif à l'enseignement scolaire de l'académie de Paris portant délégation de signature du Recteur de la région académique Ile-de-France, Recteur de l'académie de Paris à ses chefs de service (4 pages)

Page 13

## **Rectorat de l'académie de Versailles**

IDF-2021-03-04-001 - Arrêté portant subdélégation de signature financière (9 pages)

Page 18

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de  
la consommation, du travail et de l'emploi

IDF-2021-03-03-002

Décision n° 2021-115 du 3 mars 2021 portant  
subdélégation de signature de la responsable du Pôle  
Politique du travail de la DIRECCTE d'Ile de France



**Décision n° 2021-115 du 3 mars 2021 portant subdélégation de signature  
de la responsable du Pôle Politique du travail de la DIRECCTE d'Ile de France**

**La responsable du Pôle Politique du travail de la DIRECCTE d'Ile de France,**

**Vu** le code du travail, le code rural et de la pêche maritime et le code de la sécurité sociale,

**Vu** l'arrêté interministériel du 20 décembre 2019 nommant Monsieur Gaëtan RUDANT directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020,

**Vu** l'arrêté interministériel du 17 juin 2019 nommant Madame Catherine PERNETTE responsable du Pôle Politique du travail de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France à compter du 1<sup>er</sup> août 2019,

**Vu** la décision n°2021 12 du 26 février 2021 du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France, déléguant sa signature à Madame Catherine PERNETTE, responsable du pôle Politique du travail de la DIRECCTE d'Ile-de-France, et donnant son accord sur le principe et les modalités de cette subdélégation.

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Délégation est donnée à Monsieur Sylvere DERNAULT et à Madame Christelle CHAMBARLHAC, adjoints de la responsable du Pôle Politique du travail de la DIRECCTE d'Ile de France, à effet de signer, au nom du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile de France, les décisions mentionnées à l'article 2 et pour lesquelles la responsable du pôle Politique du travail a reçu délégation du directeur régional.

Délégation est également donnée à Monsieur Sylvere DERNAULT et à Madame Christelle CHAMBARLHAC à effet de signer les mémoires en défense produits devant les juridictions administratives dans le cadre de procédures contentieuses à l'encontre des mêmes décisions, ainsi que de celles prises par les responsables d'unité départementales agissant sur délégation du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France.

**Article 2**

<b>Dispositions légales</b>	<b>Décisions</b>
<b>Durée du travail</b>	
Articles R.713-11 et R.713-12 du code rural	Décision accordant ou refusant une dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue ou moyenne de travail pour un type d'activités sur le plan interdépartemental ou régional
Articles L.121-25 et R.3121-14 du code du travail	Décision accordant ou refusant une dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne de travail pour un secteur d'activités sur le plan local, départemental ou interdépartemental
Article R.3121-32 du code du travail	Décision de suspension de la faculté de récupération des heures perdues en cas de chômage extraordinaire et prolongé dans une profession
Articles L.3132-18 et R.3132-14 du code du travail, R.714-11 et -13 du code rural	Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une décision de l'inspecteur du travail autorisant ou refusant la mise en place d'une équipe de suppléance

Articles L.3132-14 et R.3132-14 du code du travail, R.714-11 et -13 du code rural	Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une décision de l'inspecteur du travail autorisant ou refusant le travail en continu
Articles L.3122-21 et R.3122-10 du code du travail	Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une décision de l'inspecteur du travail autorisant ou refusant l'affectation de salariés à des postes de nuit
Articles L.3122-6 et R.3122-4 du code du travail	Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une décision de l'inspecteur du travail autorisant ou refusant une dérogation à la durée maximale de travail de nuit
Articles L.3121-18 et D.3121-7 du code du travail	Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une décision de l'inspecteur du travail autorisant ou refusant une dérogation à la durée maximale quotidienne de travail
Article R.714-7 du code rural	Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une décision de l'inspecteur du travail autorisant ou refusant une dérogation au repos hebdomadaire
Art 5 du décret 2000-118 du 14/02/2000 sur la durée du travail dans les transports urbains	Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une décision de l'inspecteur du travail autorisant ou refusant une dérogation à la durée maximale hebdomadaire de travail
Article R.713-44 du code rural	Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une décision de l'inspecteur du travail imposant un mode d'enregistrement de la durée du travail
<b>Représentation du personnel</b>	
Art.27 du décret 2003-849 du 04/09/2003	Décision en cas de désaccord lors d'une réunion de comité de travail (places couchées & restauration ferroviaires)
Article L.2315-37 du code du travail	Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une décision de l'inspecteur du travail imposant la création d'une CSSCT dans une entreprise de moins de 300 salariés
<b>Santé et sécurité au travail</b>	
Articles D.4622-3, R.4622-4, D.4622-16, D.4622-21, D.4622-23 et -24, R.4623-9, D.4625-6 du code du travail	Décisions relatives aux services de santé au travail autonomes ou interentreprises
Articles D.4622-48 à -51, R.4622-52, R.7214-1 du code du travail	Agréments des services de santé au travail autonomes ou interentreprises
Article D.4622-37 du code du travail	Décision relatives aux commissions de contrôle des services de santé au travail interentreprises
Article D.717-44 du code rural	Décision autorisant ou refusant la création d'un service de santé autonome dans une entreprise de plus de 400 salariés
Article D.717-47 du code rural	Décision autorisant ou refusant un service de santé d'entreprise non agricole à suivre les salariés agricoles de celle-ci
Article R.4152-17 du code du travail	Décision autorisant ou refusant de dépasser le nombre maximum de berceaux contenus dans un local d'allaitement
Article R.4227-55 du code du travail	Décision accordant ou refusant une dispense temporaire ou permanente en matière de risques incendie, explosions et évacuation
Article R.4216-32 du code du travail	Décision accordant ou refusant une dispense en matière de risques incendie, explosions et évacuation
Articles 2 II et 10 de l'arrêté du 28/01/1991	Décision refusant ou autorisant un employeur à assurer une formation au bénéfice des personnels intervenant dans des opérations hyperbares
Article 2 III de l'arrêté du 28 janvier 1991	Décision refusant ou autorisant à dispenser de formation des personnels intervenant dans des opérations hyperbares
Article R.4462-36 du code du travail	Décision accordant ou refusant une dérogation en matière de risque pyrotechnique
Articles L.4723-1 et R.4723-1 et suivants du code du travail	Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une mise en demeure, ou une demande de vérification, de mesure ou d'analyse
Article R.4723-5 du code du travail	Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une demande d'analyse de produits faite en application de l'article R. 4722-9

Articles L.422-4 et R.422-5 du code de la sécurité sociale	Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une injonction de la CRAM
Articles R.716-16 et R.716-25 du code rural	Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une décision de l'inspecteur du travail autorisant ou refusant une dérogation relative à l'hébergement des travailleurs saisonniers
Article R.751-158 du code rural, articles L.442-4 et R.422-5 du code de la sécurité sociale	Homologation de dispositions générales de prévention
Articles L.4644-1 et D.4644-6 et suivants du code du travail, R.717-56-2 du code rural	Enregistrement des intervenants en prévention des risques professionnels
Articles L.4453-3 et R.4453-31 du code du travail	Décision autorisant ou refusant l'autorisation de dépasser les valeurs limites d'exposition aux champs électromagnétiques
<b>Règlement intérieur</b>	
Articles L.1322-3 et R.1322-1 du code du travail	Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une décision de l'inspecteur du travail relative au règlement intérieur

### Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sylvere DERNAULT et de Madame Christelle CHAMBARLHAC, subdélégation est donnée à Monsieur Guy LEBON et Madame Marie-Anne VINOT afin de signer les décisions et les mémoires en défense mentionnés aux articles 1 et 2.

### Article 4

Délégation permanente est donnée à Madame Christel LAMOUREUX, responsable du service régional d'appui, de veille et de contrôle, à effet de signer, au nom du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile de France, les décisions mentionnées à l'article 5 et pour lesquelles la responsable du Pôle Politique du travail a reçu délégation du directeur régional.

Délégation est également donnée à Madame Christel LAMOUREUX à effet de signer les mémoires en défense produits devant les juridictions administratives dans le cadre de procédures contentieuses à l'encontre des mêmes décisions.

Cette délégation se limite aux chantiers relevant de la compétence de l'unité régionale d'appui et de contrôle des grands chantiers.

### Article 5

Dispositions légales	Décisions
<b>Durée du travail</b>	
Articles L.3121-25 et R.3121-10 du code du travail	Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue du travail
Articles L.3121-25 et R.3121-16 du code du travail	Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne du travail
Articles L.3121-25 et R.3121-14 du code du travail	Décision accordant ou refusant une dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne de travail pour un secteur d'activités sur le plan local, départemental ou interdépartemental
<b>Santé et sécurité</b>	
Articles L.1242-6 et D.1242-5 du code du travail	Décision accordant ou refusant d'accorder des dérogations à l'interdiction de recourir à des salariés sous contrat à durée déterminée pour certains travaux particulièrement dangereux
Articles L.1251-10 et D.1251-2 du code du travail	Décision accordant ou refusant d'accorder des dérogations à l'interdiction de recourir au travail temporaire pour certains travaux particulièrement dangereux

Articles L.4154-1 et D.4154-3 à D.4154-6 du code du travail	Décision autorisant ou refusant d'autoriser ou retirant une décision d'autorisation d'employer des salariés titulaires d'un contrat à durée déterminée ou des salariés temporaires pour accomplir des travaux exposant à certains agents chimiques dangereux
Articles R.4533-6 et R.4533-7 du code du travail	Décision accordant ou refusant d'accorder les dérogations aux dispositions des articles R.4533-2 à R.4533-4 (voies et réseaux divers de chantiers de construction)
Article L.4721-1 du code du travail	Mise en demeure de prendre des mesures pour remédier à une situation dangereuse résultant d'une infraction aux dispositions des articles L.4121-1 à L.4121-5, L.4522-1 et L.4221-1
Article 8 du décret du 26/10/2005 (chantiers de dépollution pyrotechnique)	Décision approuvant ou n'approuvant pas l'étude de sécurité Décision demandant au chef d'établissement d'effectuer ou de faire effectuer des essais complémentaires
Article 3 de l'arrêté du 23 juillet 1947	Décision accordant ou refusant une dispense à l'obligation de mettre des douches à disposition des travailleurs
<b>Apprentissage</b>	
Articles L.6225-4 à L.6225-8 et R.6225-1 à R.6225-12 du code du travail	Décisions en matière d'apprentissage et notamment : Décision de suspension du contrat d'apprentissage (article L.6225-4) Décision autorisant ou refusant la reprise de l'exécution du contrat d'apprentissage (article L.6225-5) Décision interdisant le recrutement de nouveaux apprentis ainsi que de jeunes titulaires d'un contrat d'insertion en alternance (article L.6225-6) Décision mettant fin ou refusant de mettre fin à l'interdiction de recruter de nouveaux apprentis (article R.6225-11)
<b>Travailleurs et stagiaires de moins de 18 ans</b>	
Articles L.4733-8 et suivants et R. 4733-11 et suivants du code du travail	Décisions relatives aux travailleurs et stagiaires de moins de 18 ans et notamment : Décision de suspension du contrat de travail ou de la convention du stage (L.4733-8) Décision autorisant ou refusant la reprise de l'exécution du contrat de travail ou de la convention du stage (article L.4733-9) Décision interdisant ou autorisant le recrutement de travailleurs ou l'accueil de stagiaires (article L.4733-10)

### **Article 6**

La décision n° 2020-015 du 12 janvier 2021 portant subdélégation de signature de la responsable du Pôle Politique du travail de la DIRECCTE d'Ile de France est abrogée.

### **Article 7**

La présente décision prend effet à la date de sa publication.

### **Article 8**

La responsable du Pôle Politique du travail de la DIRECCTE d'Ile-de-France est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la région Ile de France.

Fait à Aubervilliers, le 3 mars 2021  
La responsable du Pôle Politique du travail,

**SIGNÉ**

**Catherine PERNETTE**

Direction régionale et interdépartementale de  
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile de France

IDF-2021-03-04-002

Arrêté portant subdélégation de signature de Monsieur  
Benjamin BEAUSSANT  
directeur régional et interdépartemental de l'alimentation,  
de l'agriculture  
et de la forêt d'Île-de-France, en matière  
d'ordonnancement secondaire

## ARRÊTÉ

Portant subdélégation de signature de Monsieur Benjamin BEAUSSANT directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire

Le directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

**Vu** le décret n° 2010-429 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

**Vu** le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France,

**Vu** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

**Vu** l'arrêté ministériel du 5 août 2019 nommant Monsieur Benjamin BEAUSSANT, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France à compter du 2 septembre 2019,

**Vu** l'arrêté du Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris n° IDF-2021-03-01-004 du 1<sup>er</sup> mars 2021, portant délégation de signature à Monsieur Benjamin BEAUSSANT, directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire,

## ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>** : Dans le cadre de la délégation de signature instituée par l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> mars 2021 susvisé, et en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin BEAUSSANT, ingénieur en chef, des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, la subdélégation de signature est donnée à :

- M. Bertrand MANTEROLA, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint ;
- Mme Sylvie PIERRARD, inspectrice générale de santé publique vétérinaire, directrice régionale et interdépartementale adjointe ;
- M. Filipe SANTOS, attaché principal d'administration, secrétaire général ;
- Mme Patricia PAYET, attachée principale d'administration, adjointe au secrétaire général ;
- Mme Catherine PERICAUD, secrétaire administrative au secrétariat général ;

à l'effet de signer, dans les limites de leurs attributions, au nom du préfet de la région d'Île-de-France, tous arrêtés, décisions, pièces ou conventions, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État dans le cadre des programmes suivants :

- « Enseignement supérieur et recherche agricoles » (n° 142),
- « Enseignement technique agricole » (n° 143),
- « Economie et développement durable de l'agriculture et de la forêt » (n° 149),
- « Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation » (n° 206),
- « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture » (n° 215),
- « Administration territoriale de l'État » (n° 354),
- « Développement et transfert en agriculture » (n°775).

Ainsi que, dans la limite de leurs attributions et dans la limite des plafonds de dépenses qui auront été notifiés par le préfet de région, toutes pièces pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses de l'état dans le cadre des programmes suivants :

- « Administration territoriale de l'État » (n° 354),
- « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'Etat » (n°723),
- « Ecologie » (n°362).
- « Compétitivité » (n° 363).

**Article 2** : Les agents habilités au sein des services à constater le service fait et vérifier la conformité avec les pièces justificatives font l'objet d'une annexe au présent arrêté.

**Article 3** : L'arrêté n° IDF-010-2021-03 du 03 mars 2021 est abrogé.

**Article 4** : Une copie de cet arrêté sera adressée au préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, (direction des affaires juridiques).

**Article 5** : Le directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et les personnes mentionnées aux articles 1 et 2 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Cachan, le 04 mars 2021

Le directeur régional et interdépartemental  
de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,



Benjamin BEAUSSANT

## ANNEXE

### **Liste des agents du secrétariat général habilités à valider les opérations comptables dans les outils Chorus**

Filipe SANTOS, secrétaire général,  
Patricia PAYET, adjointe au secrétaire général,  
Catherine PERICAUD, responsable du pôle comptabilité,  
Muriel JAMET, agent du pôle comptabilité,  
Laurence JOUBIER, agent du pôle comptabilité.

### **Liste des agents habilités à constater le service fait et vérifier la conformité avec les pièces justificatives**

#### **1) DRIAAF site de Cachan**

##### **Secrétariat général (SG)**

Régis LEMONNIER, responsable de la mission des systèmes d'information,  
Aurélié MAZZOLENI, responsable CEPEC,  
Adel ZIDI, responsable logistique,  
Robert KRIER-KOLYADA, responsable et délégué régional de la formation continue.

##### **Service régional de la formation et du développement (SRFD)**

Emmanuel HEMERY, chef du service,  
Dominique DANCE, adjointe au chef de service.

##### **Service régional de la forêt et du bois, de la biomasse et des territoires (SERFOBT)**

Pierre-Emmanuel SAVATTE, chef du service,  
Pierre LECONTE, adjoint au chef de service.

##### **Service régional de l'information statistique et économique (SRISE)**

Gérôme PIGNARD, chef du service.

##### **Service régional de l'économie agricole (SREA)**

Yves GUY, chef du service,  
Florian CHAZOTTIER, adjoint au chef de service.

##### **Service régional de l'alimentation (SRAL)**

Nathalie PIHIER, cheffe de service,  
Laurence GIULIANI, adjointe à la cheffe de service et chef du pôle vétérinaire,  
Marie-Dominique ARNAULT, chef du pôle offre alimentaire,  
Ludovic DUBOIS, chef du pôle phytosanitaire,  
Eva AUSTRUY, responsable de l'unité surveillance et environnement.

##### **Inspecteurs santé et sécurité au travail (ISS)**

Pierre CLAVEL, inspecteur santé et sécurité au travail,  
Marie-Catherine TARADACH, inspectrice santé et sécurité au travail.

#### **2) DRIAAF site de Roissy**

##### **Service régional de l'alimentation (SRAL)**

##### **Service d'inspection vétérinaire et phytosanitaire aux frontières (SIVFP)**

Yacine BACHA, chef du poste frontalier de Roissy,  
Imed SAADAOU, adjoint au chef du poste frontalier et chef du PCF vétérinaire,  
Mathilde CHANTELOUBE, chef du PCF phytosanitaire.

### **3) DRIAAF site de Rungis**

#### **Service régional de l'alimentation (SRAL)**

Ludovic DUBOIS, chef de pôle phytosanitaire,

#### **Service régional d'information statistiques et économiques (SRISE)**

#### **Réseau des nouvelles des marchés (RNM)**

Marie-José PETIT, cheffe de pôle,

Franck LEMAITRE, adjoint à la cheffe de pôle.

#### **Brigade nationale d'enquête vétérinaire et phytosanitaire (BNEVP)**

Marie-Pierre DONGUY, directrice de la BNEVP,

Jean-Blaise DAVAINE, adjoint à la directrice de la BNEVP.

Rectorat de l'académie de Paris

IDF-2021-02-22-026

Arrêté n° 2021-108-RA relatif à l'enseignement scolaire de  
l'académie de Paris portant délégation de signature du  
Recteur de la région académique Ile-de-France, Recteur de  
l'académie de Paris à ses chefs de service



**ACADÉMIE  
DE PARIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRETE N° 2021-108-RA**  
**relatif à l'enseignement scolaire de l'académie de Paris**

**du Recteur de la région académique Île-de-France,  
Recteur de l'académie de Paris,**

**portant délégation de signature à ses chefs de service**

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles R 222-1 et suivants, R 222-13 et suivants, R 222-19 et suivants, R 222-24 et suivants, R 222-25 et suivants, R 222-36-1 et suivants ;

Vus les articles R 222-21 et D 222-22 du code de l'éducation ;

Vu le décret du Président de la République du **22 juillet 2020** portant nomination de M. Christophe KERRERO en qualité de recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris ;

Vu le décret du Président de la République du **28 septembre 2020** portant nomination de M. Antoine DESTRES en qualité de directeur de l'académie de Paris à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020 ;

Vu le décret du Président de la République en date du **4 septembre 2019** portant nomination de M. Marc TEULIER, inspecteur d'académie – inspecteur pédagogique régional de classe normale, directeur académique des services de l'éducation nationale de Paris, chargé du 1<sup>er</sup> degré, à compter du 23 septembre 2019 ;

Vu le décret du Président de la République en date du **14 décembre 2020** portant nomination de M. Grégory PREMON, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional de classe normale, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale de Paris, à compter du 15 décembre 2020 ;

Vu le décret du Président de la République en date du **25 janvier 2021** portant nomination de Madame Claire MAZERON en qualité de directrice académique des services de l'éducation nationale de Paris, à compter du 25 janvier 2021 ;

Vu le décret du Président de la République en date du **19 février 2021** portant nomination de M. Jean-François BARLE, personnel de direction de classe normale, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale de Paris, à compter du 22 février 2021 ;

Vu l'arrêté ministériel du **05 février 2021** portant nomination, détachement et classement de Mme Florence MARY, inspectrice de l'éducation nationale hors classe, dans l'emploi d'adjointe au directeur académique des services de l'éducation nationale de Paris, chargée du 1<sup>er</sup> degré, à compter du 15 février 2021 ;

Vu l'arrêté ministériel en date du **02 août 2018** portant nomination de Mme Sandrine DEPOYANT-DUVAUT, ingénieure de recherche hors classe, dans l'emploi de secrétaire générale de l'académie de Paris, chargée de l'enseignement scolaire, pour une seconde période de quatre ans, du 25 août 2018 au 24 août 2022 ;

Vu l'arrêté ministériel du **7 janvier 2021** portant nomination et classement de Mme Silvana BUTERA dans l'emploi d'adjointe au secrétaire général d'académie, directrice des ressources humaines dans l'académie de Paris, pour une première période de quatre ans, du 1<sup>er</sup> février 2021 au 31 janvier 2025 ;

Vu l'arrêté ministériel du **02 août 2017** portant nomination, classement et détachement de Mme Zohra YAHIAOUI dans l'emploi d'adjointe à la secrétaire générale d'académie chargée du pôle programmation scolaire et moyens écoles et établissements au rectorat de l'académie de Paris pour une première période de 4 ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017 et jusqu'au 31 août 2021 ;

Vu l'arrêté ministériel du **22 janvier 2018** portant nomination de Mme Muriel BONNET, conseillère d'administration scolaire et universitaire, dans l'emploi d'adjointe à la secrétaire général de l'académie de Paris, en charge du pôle budget, performance et fonctions supports, pour une seconde période de quatre ans, du 21 janvier 2018 au 20 janvier 2022 ;

Vu l'arrêté ministériel du **11 septembre 2020** portant nomination de Mme Myriam CHRISTIEN, administratrice de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans l'emploi de cheffe du pôle élèves et politiques éducatives de l'académie de Paris, pour une première période de cinq ans, du 1<sup>er</sup> octobre 2020 au 30 septembre 2025 ;

## ARRÊTE :

**Article 1** — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe KERRERO, recteur de la région académique Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, délégation générale de signature est donnée à M. Antoine DESTRES, directeur de l'académie de Paris, pour toutes les questions relatives aux écoles, aux collèges, aux lycées et aux établissements d'éducation spéciale, à la formation et à la gestion des personnels affectés aux enseignements qui y sont dispensés, ainsi qu'à la formation continue des adultes, pour l'exercice des missions relatives au contenu et à l'organisation de l'action éducatrice ainsi qu'à la gestion des personnels et des établissements qui y concourent, pour toutes les décisions prises dans les matières entrant dans le champ de compétences du ministre chargé de l'éducation exercées à l'échelon de l'académie et des services départementaux de l'éducation nationale.

**Article 2** — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe KERRERO, recteur de la région académique Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, délégation générale de signature est accordée à Mme Sandrine DEPOYANT-DUVAUT secrétaire générale de l'enseignement scolaire, pour l'administration de l'académie, pour toutes les questions relatives aux écoles, aux collèges, aux lycées et aux établissements d'éducation spéciale, à la formation et à la gestion des personnels affectés aux enseignements qui y sont dispensés, ainsi qu'à la formation continue des adultes.

**Article 3** — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Antoine DESTRES, directeur de l'académie de Paris, pour les affaires relevant de leurs compétences, délégation est donnée à M. Marc TEULIER, directeur académique des services de l'éducation nationale de Paris (écoles et collèges) et à Mme Claire MAZERON, directrice académique des services de l'éducation nationale de Paris (2<sup>nd</sup> degré).

**Article 4** — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc TEULIER, directeur académique des services de l'éducation nationale de Paris (écoles et collèges), la délégation de signature qui lui est accordée à l'article 3 sera exercée par ses adjoints, M. Grégory PREMON, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale de Paris (collèges) et Mme Florence MARY, inspectrice de l'éducation nationale adjointe (écoles).

**Article 5** — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claire MAZERON, directrice académique des services de l'éducation nationale de Paris (2<sup>nd</sup> degré), la délégation de signature qui lui est accordée à l'article 3 sera exercée par son adjoint, M. Jean-François BARLE, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale de Paris.

**Article 6** — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sandrine DEPOYANT-DUVAUT, secrétaire générale de l'enseignement scolaire, délégation est donnée à Mme Muriel BONNET, à Mme Silvana BUTERA et à Mme Zohra YAHIAOUI, secrétaires généraux adjoints.

**Article 7** — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sandrine DEPOYANT-DUVAUT, pour les affaires relevant de sa compétence, délégation est donnée à Mme Myriam CHRISTIEN, cheffe du pôle élèves et politiques éducatives.

**Article 8** — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Silvana BUTERA, secrétaire général adjoint, directeur des ressources humaines, délégation est donnée à M. Anthony ERNEWEIN, adjoint au directeur des ressources humaines pour les questions relatives au 2<sup>nd</sup> degré et à Mme Catherine GENY-GUERY pour les questions relatives au 1<sup>er</sup> degré.

**Article 9** — En cas d'absence de M. Antoine DESTRES et de Mme Sandrine DEPOYANT-DUVAUT et en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Muriel BONNET, Mme Silvana BUTERA, Mme Zohra YAHIAOUI, délégation est accordée aux chefs de division du rectorat, dans la limite de leurs attributions respectives :

M. Christian ANTHEAUME, chef de la division de l'intendance et de la logistique (DIL),  
Mme Charlotte BAUER, cheffe du bureau de l'assistance éducative et des contrats aidés (BACA),  
Mme Arlette CARON, cheffe du service de l'organisation et de la programmation scolaire du privé sous contrat (SOPSP),  
Mme Elyane CLAUDE, cheffe du service de la coordination paye et du bureau du chômage (SCP),  
M. Olivier DELOBEL, chef de la division des affaires financières (DAF),  
M. Jacques DROGO, chef de la division des personnels enseignants du second degré public (DPE),  
Monsieur Jonathan DUVAL, chef du service statistique académique (SSA),  
M. Benoît GELINEAU, chef de la division des affaires juridiques (DAJ),  
M. Mikael GOVIN, chef du bureau des personnels d'encadrement (BPE),  
M. Etienne GUILLAUME, chef de la division de l'organisation et de la programmation scolaires (DOPS),  
M. Christophe HARNOIS, chef du service des affaires médicales et sociales (SAMS),  
M. Stéphane JEUDY, chef de la division des personnels du supérieur (DPSUP),  
M. Jean-Charles LINET, responsable administratif de la Délégation académique à la formation continue des personnels de l'éducation nationale (DAFOR),  
Mme Edith MORISSET, cheffe de la division des personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé (DPATSS),  
M. Jean-Luc MORVAN, chef du service de la carte scolaire et des moyens du 1<sup>er</sup> degré public (SCSM 1),  
M. Savvas PANAYIOTOU, chef de la direction des systèmes d'information (DSI),  
M. Yohann PRUNIER, chef de la division de la vie de l'élève (DVE),  
M. Gérard SUSS, chef de la division des personnels enseignants du premier degré public (DE)  
Mme Joëlle VIAL, cheffe de la division des personnels enseignants du privé (DEP),  
M. Elia ZEGANADIN, chef du bureau des pensions.

**Article 10** — L'arrêté n°2021-105-RA relatif à l'enseignement scolaire de l'académie de Paris en date du 1<sup>er</sup> février 2021 est abrogé.

**Article 11** — La secrétaire générale de l'enseignement scolaire est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Paris, le 22 février 2021

**Signé**

Christophe KERRERO

Rectorat de l'académie de Versailles

IDF-2021-03-04-001

Arrêté portant subdélégation de signature financière



- VU** la convention du 20 octobre 2010 entre l'État et l'ANRU relative au programme d'investissement d'avenir (action : « internats d'excellence et égalité des chances ) ;
- VU** le décret du Président de la République en date du 24 octobre 2018 portant nomination de Madame Charline AVENEL en qualité de Rectrice de l'académie de Versailles ;
- VU** l'arrêté du 12 septembre 2019 portant nomination de Monsieur Benoît VERSCHAEVE en qualité de Secrétaire général de l'académie de Versailles ;
- VU** les décisions n°MENF1900457S, MENF1900459S, MENF1900460S, MENF1900458S et MENF1900461S du 4 décembre 2019 par lesquelles les responsables de programmes du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse nomment la Rectrice de l'académie de Versailles en qualité de responsable de budget opérationnel de programme des programmes 139, 140, 141 et 230 et en qualité de responsable d'unité opérationnelle du programme 214.
- VU** les décisions n° ESRF2036756S et ESRF1900302S des 21 décembre 2020 et 9 décembre 2019 par lesquelles le responsable de programmes du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation nomme la Rectrice de l'académie Versailles en qualité de responsable d'unité opérationnelle des programmes 150 et 231.
- VU** l'arrêté n°IDF-2021-01-20-005 du 20 janvier 2021 portant délégation de signature du Préfet de la Région d'Île-de-France à Madame Charline AVENEL, Rectrice de l'académie de Versailles, en matière d'ordonnancement secondaire ;
- VU** l'arrêté IDF-2021-02-25-002 du 25 février 2021 du Recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités portant délégation aux recteurs des académies de Créteil et Versailles de la gestion des crédits du programme 362 "écologie" Plan France relance.

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Charline AVENEL, rectrice de l'académie de Versailles, subdélégation de signature est donnée à **Monsieur Benoît VERSCHAEVE**, secrétaire général de l'académie de Versailles,

1) à l'effet de recevoir les crédits des programmes :

- **139 - Enseignement privé du premier et du second degrés**
- **140 - Enseignement scolaire public du premier degré**

- **141 - Enseignement scolaire public du second degré**
- **230 - Vie de l'élève**

2) de répartir ces crédits entre les divers services et unités opérationnelles chargés de l'exécution et procéder à des réallocations de crédits en cours d'exercice budgétaire entre les services et unités opérationnelles ;

3/9

3) de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'État imputées sur les programmes du paragraphe 1 ainsi que sur ceux des programmes :

- **150 - Formations supérieures et recherche universitaire**
- **214 - Soutien de la politique de l'éducation nationale**
- **231 - Vie étudiante**
- **362 - Écologie**
- **723 - Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État**

4) à l'effet de signer, dans la limite des plafonds de dépenses notifiés par le recteur de la région académique d'Île-de-France, toutes les pièces pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses de l'État dans le cadre du programme :

- **172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaire**

## **ARTICLE 2**

1) Cette subdélégation porte sur tous les actes relatifs à l'engagement juridique, la liquidation, le mandatement des dépenses, la réalisation des opérations de recettes ainsi que les décisions d'opposition ou de relèvement de la prescription quadriennale des créances de l'État sous réserve d'un avis conforme du comptable assignataire et dans la limite des seuils fixés, à l'exclusion des :

- opérations de fongibilité et d'utilisation des marges de manœuvre qui relèvent de la compétence des responsables de programme,
- ordres de réquisition du comptable public,
- décisions de passer outre aux avis défavorables du directeur régional des finances publiques en matière d'engagement des dépenses qui relèvent de la compétence du ministre du budget,
- les conventions avec les collectivités territoriales et leurs établissements publics.

2) La présente subdélégation porte également sur toutes les pièces relatives à la passation et à l'exécution des accords-cadres et des marchés publics passés dans le cadre des programmes visés à l'article 1, y compris les arrêtés relatifs à la composition et au mode de fonctionnement des jurys de concours.

3) Pour les subventions d'un montant de 30 000€ et pour les opérations d'investissement d'un montant de 30 000€ et plus, la subdélégation de signature consentie au présent article ne s'étend aux décisions relatives à la gestion des crédits des titres 5, 6 et 7 du budget du ministère que lorsque les opérations en cause auront été préalablement arrêtées par le préfet de la région Ile-de-France.

Les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent pas aux subventions allouées au titre des crédits d'équipement pédagogique (premier équipement) des crédits du budget du ministère de l'éducation.

### **ARTICLE 3**

4/9

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Benoît VERSCHAEVE, secrétaire général de l'académie, subdélégation est donnée à **Madame Marine LAMOTTE d'INCAMPS, Madame Catherine FRUCHET, Monsieur Hervé COMBAZ et Monsieur Erwan COUBRUN**, secrétaires généraux adjoints de l'académie de Versailles, à l'effet de signer tous les actes relevant des attributions de la Rectrice de l'Académie.

### **ARTICLE 4**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marine LAMOTTE d'INCAMPS, Madame Catherine FRUCHET, Monsieur Hervé COMBAZ et Monsieur Erwan COUBRUN, secrétaires généraux adjoints de l'académie de Versailles, subdélégation de signature est donnée aux agents mentionnés aux articles suivants :

## **1. PÔLE FINANCES ET APPUI AUX SERVICES ET ETABLISSEMENTS**

### **ARTICLE 5**

- **Madame Farhana AKHOUNE**, cheffe de la division des affaires financières (DAF) et **Monsieur Christophe LAURET**, son adjoint, pour les actes relatifs à leurs champs de compétences et dans la limite de leurs attributions, à l'exception des marchés.

#### **ARTICLE 5.1.**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Farhana AKHOUNE, cheffe de la DAF et de Monsieur Christophe LAURET, son adjoint, délégation de signature est donnée, afin de recevoir, mettre à disposition et réallouer en cours d'exercice budgétaires les crédits mentionnés à l'article 1 du présent arrêté et dans la limite de leurs attributions, à :

- **Madame Isabelle DUPUIS ;**
- **Madame Florence PERRIER ;**
- **Madame Kelly QUESLENE ;**
- **Madame Christine FAROLDI.**

#### **ARTICLE 5.2.**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Farhana AKHOUNE, cheffe de la DAF et de Monsieur Christophe LAURET, son adjoint, délégation de signature est donnée à l'ensemble des responsables d'engagements juridiques et de demandes de paiement de la plateforme CHORUS :

- **Madame Nathalie MILOT ;**
- **Madame Marie BLONDOT ;**
- **Madame Jennifer ADAMSON-KRIFI ;**
- **Madame Carolina SAULE ;**
- **Madame Isabelle CASTELLANI ;**

- **Madame Véronique PAGANO ;**
- **Madame Sylvie MERLET ;**
- **Monsieur Daniel MARTINELLI ;**
- **Madame Isabelle DUPUIS ;**

5/9

à effet de procéder à l'exécution des décisions des prescripteurs et des actes relevant des délégations de gestion visées ci-dessus et à la validation des engagements juridiques, la signature des bons de commande la validation des demandes de paiement, dans la limite de leurs attributions.

**ARTICLE 5.3**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Farhana AKHOUNE, cheffe de la DAF et de Monsieur Christophe LAURET, son adjoint, délégation de signature est donnée, pour les actes relatifs à la réalisation des opérations de recettes dans la limite de leurs attributions, à :

- **Madame Isabelle DUPUIS ;**
- **Madame Marylène JOLLY.**

**ARTICLE 5.4**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Farhana AKHOUNE, cheffe de la DAF et de Monsieur Christophe LAURET, son adjoint, délégation de signature est donnée à :

- **Madame Marie BLONDOT ;**
- **Madame Jennifer ADAMSON-KRIFI ;**
- **Madame Carolina SAULE ;**
- **Monsieur Alastair BAVEREL ;**
- **Madame Karine NOBECOURT ;**
- **Madame Laurence PICCIRILLO ;**
- **Madame Véronique PAGANO ;**
- **Madame Afef NOURI ;**
- **Madame Séverine KELLER ;**
- **Madame Isabelle BELLIN ;**
- **Madame Laurence JACQUES ;**
- **Madame Marcelle BUSLON ;**
- **Madame Isabelle CASTELLANI ;**
- **Monsieur Michael LAMANDE ;**
- **Madame Nathalie MILOT ;**
- **Madame Arminda RODRIGUES ;**
- **Madame Sylvie MERLET ;**
- **Madame Sylvie MESLIN ;**
- **Monsieur Daniel MARTINELLI ;**
- **Madame Sophie FONTAINE ;**
- **Madame Francette VINCENT ;**
- **Monsieur Denis BREINER ;**
- **Madame Muriel LE CORRE ;**

à effet de procéder dans le logiciel CHORUS à la certification de service fait des dépenses engagées, dans la limite de leurs attributions.

## **ARTICLE 6**

- **Madame Christiane LESIRE**, coordonnatrice académique paie, pour les actes relatifs à ses champs de compétences et dans la limite de ses attributions. Les décomptes de rappels de rémunération supérieurs à 10 000€ sont exclus de cette délégation.

6/9

## **2. PÔLE INFRASTRUCTURES, NUMERIQUE, ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL**

### **ARTICLE 7**

- **Monsieur Pascal POTTIER**, chef de la division de l'accueil et de la logistique (DALOG), pour les actes relatifs à leurs champs de compétences et dans la limite de leurs attributions.

### **ARTICLE 8**

- **Monsieur Pierre-François GUIMONT**, chef de la division des actions immobilières, de la programmation et de l'architecture (DAIPA), et **Madame Odile GAGNERIE**, son adjointe, pour les actes relatifs à leurs champs de compétences et dans la limite de leurs attributions.

### **ARTICLE 9**

- **Monsieur François GILLES**, chef de la division des systèmes informatiques (DSI), et **Madame Marielle LEROY**, son adjointe, pour les actes relatifs à leurs champs de compétences et dans la limite de leurs attributions.

## **3. PÔLE ORGANISATION ET PERFORMANCE SCOLAIRES**

### **ARTICLE 10**

- **Madame Anne BERNUSSOU**, cheffe de la division des établissements d'enseignement privé (DEEP), et **Madame Anne PIGUET**, son adjointe, pour les actes relatifs à leurs champs de compétences et dans la limite de leurs attributions. Les opérations entraînant un rappel supérieur à 10 000€ sont exclues de cette délégation.

#### **ARTICLE 10.1**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne BERNUSSOU, cheffe de la DEEP ou de Madame Anne PIGUET, son adjointe, délégation de signature est donnée à **Madame Hadda NEDJAR**, cheffe du service DEEP 1, **Madame Sylvie HENON**, cheffe du service DEEP 3, à effet de signer, dans leurs champs de compétences respectifs et dans la limite de leurs attributions, les décomptes fixant le montant des éléments de rémunération ou des indemnités des personnels gérés par le service, les certificats administratifs et les créations d'historiques.

En sus des actes désignés ci-dessus et en l'absence des chefs de bureau, délégation de signature est donnée à **Madame Laura TUTZO**, coordonnatrice paie DEEP, pour signer les décisions visant à assurer la prise en charge financière des personnels nouvellement affectés.

#### **4. PÔLE RESSOURCES HUMAINES**

##### **ARTICLE 11**

- **Madame Naïma EZ-ZAKI**, cheffe de la division des personnels enseignants (DPE), **Monsieur Olivier HERVY** et **Madame Cécile BOUSSAUD**, ses adjoints, pour les actes relatifs à son champ de compétences et dans la limite de ses attributions. Les opérations entraînant un rappel supérieur à 10 000€ sont exclues de cette délégation.

7/9

##### **ARTICLE 11.1**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Naïma EZ-ZAKI, cheffe de la DPE, d'Olivier HERVY et Madame Cécile BOUSSAUD, ses adjoints, délégation de signature est donnée à chacun des chefs de service de la DPE, dans leurs champs de compétences respectifs et dans la limite de leurs attributions :

- **Madame Danielle FOLLET** (DPE 2) ;
- **Madame Sandrine THIRE** (DPE 4) ;
- **Madame Aurélie CARDINI** (DPE 5) ;
- **Madame Dominique MOULIE** (DPE 6) ;
- **Monsieur Valentin GAILLARD** (DPE 7) ;
- **Monsieur Christian DUVAL** (DPE 8) ;
- **Madame Nathalie CHEVET** (DPE 9) ;

pour les décomptes fixant le montant du calcul des éléments de rémunération ou des indemnités des personnels gérés par le service, les certificats administratifs et les créations d'historiques.

##### **ARTICLE 11.2**

En cas d'absence ou d'empêchement des chefs de services mentionnés à l'article 11.1, délégation de signature est donnée aux référents paie : **Madame Laurence YVER**, **Madame Isabelle MINIERE**, **Madame Agnès ALBERTIN**, **Madame Arielle HENRION**, **Monsieur Fabrice GIRAULT**, **Monsieur Hakim BELBOUAB**, **Monsieur Christophe JARRY** et pour signer, dans leurs champs de compétences respectifs et dans la limite de leurs attributions, les décomptes relatifs aux prises en charge des transports et les créations d'historiques.

##### **ARTICLE 12**

- **Madame Estelle VILAIN**, cheffe de la division des personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé (DPATS) et **Madame Céline GALMEL**, son adjointe, pour les actes relatifs à leurs champs de compétences et dans la limite de leurs attributions. Les opérations entraînant un rappel supérieur à 10 000€ sont exclues de cette délégation.

##### **ARTICLE 12.1**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Estelle VILAIN, cheffe de la DPATS, et de Madame Céline GALMEL, son adjointe, délégation de signature est donnée à :

- **Monsieur Bruno LONEGA**, chef du bureau DPATS 2 ;

- **Monsieur Fabien DIVENAH**, chef du bureau DPATS 3 ;
- **Madame Caroline MARCOTTE**, cheffe du bureau DPATS 5 ;

8/9

à effet de signer, dans leurs champs de compétences respectifs et dans la limite de leurs attributions, les décomptes fixant le montant des éléments de rémunération ou des indemnités des personnels gérés par le service, les certificats administratifs et les créations d'historiques.

En sus des actes désignés ci-dessus et en l'absence des chefs de bureau, délégation de signature est donnée à **Madame Colette DEFREL**, coordonnatrice paie DPATS, pour les décisions visant à assurer la prise en charge financière des nouveaux arrivants.

### **ARTICLE 13**

- **Monsieur Clément ANDRE**, chef de la division de l'encadrement (DE) pour les actes relatifs à leurs champs de compétences et dans la limite de leurs attributions. Les opérations entraînant un rappel supérieur à 10 000€ sont exclues de cette délégation.

### **ARTICLE 14**

- **Monsieur Benoît PIQUOT**, chef du Service Académique de Prévention et d'Accompagnement des Personnels (SAPAP), **Madame Zalihata HIMIDI**, responsable du pôle action sociale et **Madame Ghislaine BARBET**, cheffe du service académique des retraites, pour les actes relatifs à leurs champs de compétences et dans la limite de leurs attributions.

### **ARTICLE 15**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Charline AVENEL, Rectrice de l'académie de Versailles, subdélégation de signature est donnée à **Monsieur Benoît VERSCHAEVE**, secrétaire général de l'académie de Versailles pour les opérations relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'effet de recevoir les crédits de l'ANRU.

Cette subdélégation porte également :

- sur l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État ;
- sur les décisions d'oppositions ou de relèvement de la prescription quadriennale des créances de l'État ;
- sur tous les actes relatifs à la passation et à l'exécution des accords-cadres et des marchés publics.

#### **ARTICLE 15.1**

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Benoît VERSCHAEVE, secrétaire général de l'académie, subdélégation est donnée à **Madame Marine LAMOTTE d'INCAMPS**, **Madame Catherine FRUCHET**, **Monsieur Hervé COMBAZ** et **Monsieur Erwan COUBRUN**, secrétaires généraux adjoints de l'académie de Versailles.

#### **ARTICLE 15.2**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marine LAMOTTE d'INCAMPS, Madame Catherine FRUCHET, Monsieur Hervé COMBAZ et Monsieur

Erwan COUBRUN, secrétaires généraux adjoints de l'académie de Versailles, subdélégation de signature est donnée à :

9/9

- **Monsieur Pierre-François GUIMONT**, chef de la division des actions immobilières, de la programmation et de l'architecture (DAIPA), et **Madame Odile GAGNERIE**, son adjointe pour les marchés de travaux jusqu'à un montant de 250 000€ HT et pour les marchés de fournitures et de services ne faisant pas l'objet d'une procédure formalisée.

**ARTICLE 16**

L'arrêté rectoral n°IDF-2020-09-29-004 du 29 septembre 2020 portant subdélégation de signature est abrogé.

**ARTICLE 17**

Le secrétaire général de l'académie de Versailles est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Ile-de-France.

Fait à Versailles, le 04 mars 2021

Signé a Rectrice

Charline AVENEL